

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille  
ud-13.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Marseille, le 28/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Partie nominative**

#### **CHAUX DE PROVENCE-SACAM**

Ancien Chemin de Martigues  
13161 Châteauneuf-les-Martigues

Affaire suivie par : Cédric ADAOUST  
Téléphone : 04 88 22 66 05  
Courriel : cedric.adaoust@developpement-durable.gouv.fr  
Références : D-2025-0789  
SPR/2026-003  
Code AIOT : 0006401572

L'Inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 06/11/2025 de l'établissement CHAUX DE PROVENCE-SACAM implanté Ancien Chemin de Martigues 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Cédric ADAOUST, Unité départementale des Bouches-du-Rhône, Pôle Déchet Matériau, inspecteur de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

- O. MIR directeur sites Lhoist Pac (La Mède, et Ensues-la-Redonne)  
- A. CARLET, animateur QHSE Lhoist Paca  
- Mme GOMET, resp. Evt France Lhoist

Le courriel d'échange avec l'administration est :

[Olivier.MIR@lhoist.com](mailto:Olivier.MIR@lhoist.com)

[Adrien.CARLET@lhoist.com](mailto:Adrien.CARLET@lhoist.com)

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	La référente régionale carrière	
<i>Signé</i>	<i>Signé</i>	
<b>C. ADAOUST</b>	<b>E.BERILLE</b>	

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 06/11/2025 de l'établissement CHAUX DE PROVENCE-SACAM implanté Ancien Chemin de Martigues 13161 Châteauneuf-les-Martigues, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Mise à l'arrêt définitif rub. 2720** - Référence réglementaire : Code de l'environnement, article : R512-39-1
  - Remettre sous 2 mois un dossier complet de déclaration de cessation partielle d'activité (mise à l'arrêt définitif) pour l'activité classée sous la rubrique 2720.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 28/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHAUX DE PROVENCE-SACAM**

Ancien Chemin de Martigues  
13161 Châteauneuf-les-Martigues

Références : D-2025-0789  
SPR/2026-003  
Code AIOT : 0006401572

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement CHAUX DE PROVENCE-SACAM implanté Ancien Chemin de Martigues 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHAUX DE PROVENCE-SACAM
- Ancien Chemin de Martigues 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chaux-de-Provence exploite une carrière de calcaire qui alimente l'usine de production de chaux située sur le même site.

La carrière est autorisée à produire 700 kt/an en moyenne de calcaire et 1 Mt/an au maximum, par arrêté préfectoral n°2003-97C du 16 mai 2003.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air poussières/Pics de pollution
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Mise à l'arrêt définitif rub. 2720	Code de l'environnement, article R512-39-1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Émissions de poussières	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 6.1	Sans objet
2	Émissions de poussières	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 7	Sans objet
3	Émissions canalisées de poussières	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 4,1	Sans objet
4	Maintenance des dépoussiéreurs	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 3.12	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit compléter les éléments de son dossier ICPE concernant l'arrêt de l'activité classée sous la rubrique 2720, ainsi que son projet, dans la zone concernée, de poursuite d'activité sous la rubrique 2510.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Émission de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/04/2021, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des retombées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 0,5 g/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante ;</li> <li>• 0,35 g/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1<sup>er</sup> janvier 2022.</li> </ul>
<b>Constats :</b> En 2025, au regard des 4 campagnes trimestrielles de mesures réalisées par le bureau d'étude Pronetec, la concentration maximale mesurée est à 162 mg/m <sup>2</sup> /j (en moy. annuelle glissante) au niveau de la jauge 4, ce qui respecte les objectifs retenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Émission de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/04/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de surveillance prévu à l'article 2.1 du présent arrêté définit, outre les mesures usuellement prises pour réduire les émissions de poussières, les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (tel que défini à l'article 6 de l'arrêté portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône en date du 21 juin 2017) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines. La traçabilité de la mise en œuvre de ces actions est tenue à disposition de l'Inspection.
<b>Constats :</b> Depuis la dernière visite d'inspection du 19/11/2024, l'exploitant a bien enregistré les 8 épisodes de pic de pollution de l'air aux PM10 (en date du 01/01/2025, 02/01, 17/01, 18/01, 11/6, 12/6, 13/6 et 14/6/2025). Les mesures prises les 13 et 14/6 (pollution de niveau N2, le plus élevé) sont conformes au plan de surveillance des émissions de poussières de l'exploitant (interruption totale de l'activité carrière le 13/6 - i.e. pas de broyage de matériaux, ni de circulation sur piste). L'exploitant regrette que les alertes soient reçues "un peu tardivement".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Émissions canalisées de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets en concentration

Prescription contrôlée :

Des mesures du débit rejeté, de la concentration et des flux de poussières des rejets canalisés doivent être effectuées selon les méthodes normalisées en vigueur et par un organisme agréé.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, suivant un tableau de normalisation des rejets sous le format ci-après :

Si le flux total des rejets canalisés est supérieur à 7 000 m³/h :

Rejets concernés	Débit maximum (m³/h)	Flux maximum (kg/h)	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Dépoussiéreur n°1	[ Débit 1 ]	[ Flux 1 ]	Prélèvement	2 fois par an
Dépoussiéreur n	[ Débit n ]	[ Flux n]	Prélèvement	2 fois par an

Si le flux total des rejets canalisés est inférieur à 7 000 m³/h :

Rejets concernés	Débit maximum (m³/h)	Flux maximum (kg/h)	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Dépoussiéreur n°1	[ Débit 1 ]	[ Flux 1 ]	Prélèvement	1 fois par an
Dépoussiéreur n	[ Débit n ]	[ Flux n]	Prélèvement	1 fois par an

En cas d'impossibilité technique pour réaliser les mesures, l'exploitant met en place un entretien à minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm³, apportée par le fabricant. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les

documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait réaliser par le bureau d'étude ANECO les deux campagnes de contrôle par an des rejets canalisés de poussières. Les résultats des campagnes sont conformes depuis les deux précédentes campagnes des 9 et 10 octobre 2024 : - campagne du 24/2/2025 (3 dépoussiéreurs) : max. mesuré à 6,68 mg/Nm <sup>3</sup> (dépoussiéreur UF) - campagne des 27 et 28/5/2025 (2 autres dépoussiéreurs) : max. mesuré à 1,46 mg/Nm <sup>3</sup> - résultats en attente (au 19/12/2025) pour la campagne du 27/10/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Maintenance des dépoussiéreurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/04/2021, article 3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des rejets canalisés de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une procédure de maintenance et de gestion des pannes des dispositifs de lutte contre les émissions de poussières pour limiter les périodes de dysfonctionnement. En cas d'indisponibilité d'un des dispositifs de lutte contre les émissions de poussières et en l'absence de solution alternative pour maîtriser les envols de poussières, l'installation concernée est arrêtée, ou la piste concernée est interdite d'accès sous un délai raisonnable. Toutefois, en cas de conditions météorologiques défavorables et/ou d'alerte de pollution aux particules fines, ces dispositions sont prises sans délai. Lorsque l'exploitant utilise un ou des dépoussiéreur(s), il met au point une procédure de contrôle visuel permettant de détecter facilement les dysfonctionnements. L'exploitant tient un registre sur lequel sont mentionnées les anomalies de fonctionnement des dépoussiéreurs (date, durée, intervention effectuée, ...). Ces informations sont présentées dans le rapport annuel adressé à l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> Selon sa procédure écrite, l'exploitant effectue un contrôle visuel quotidien des rejets des 5 dépoussiéreurs, dont les résultats sont enregistrés. Les résultats du suivi examinés depuis février 2025 ne montrent pas d'anomalie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Mise à l'arrêt définitif rub. 2720

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation partielle d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce



domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

**Constats :**

Le stockage historique de déchets de poussières fines issues du dépoussiérage des rejets atmosphériques des fours à chaux de l'usine mitoyenne est une activité classée sous la rubrique 2720, exercée parcelle cadastrée section D n°472 b.

Ces fines de dépoussiérage ou "LKD" (lime kiln dust = poussières de four à chaux) ont fait l'objet d'une déclaration par Lhoist de SSD (Sortie du statut de déchet) implicite, pour l'usine, par courrier du 22/11/2023.

Par suite, Lhoist a transmis le 16/5/2024 un dossier de porter à connaissance intitulé "Levée de la rubrique 2720 (et évacuation hors site des boues de curage...)":

- confirmant l'arrêt définitif du stockage en carrière des LKD au profit de leur valorisation en produit,
- demandant le reclassement de la zone historique de stockage sous la rubrique 2510 Exploitation de carrière.

Ces poussières fines "LKD" sont aujourd'hui valorisées/commercialisées en tant que produit/co-produit.

Dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif de l'activité classée sous la rub. 2720, **l'attestation SECUR n'a pas été fournie** (attestation d'une entreprise certifiée que les mesures pour assurer la mise en sécurité ont été mises en œuvre), réf. art. R512-39-1.III du code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complète son dossier de Porter à Connaissance reçu le 16/5/2024 en transmettant un **dossier de déclaration de cessation** (mise à l'arrêt définitif) **pour la rubrique 2720** avec :

- sa demande de report de la remise en état de la zone concernée (parcelle section D n°472 b) et de ce fait le report des ATTES Mémoire et travaux, en les justifiant par la poursuite de l'exploitation - sous la rubrique 2510 - du stock situé sur cette parcelle [env. 950 000 tonnes au total] : extraction/reprise au chargeur de matériaux historiques constitués d'un mélange de matériaux de granulométrie 0/15 mm (extraits du site) [800 000 tonnes], de fines de dépoussiérage LKD [100 000 à 150 000 tonnes] et de boues de curage bassin (en faible quantité, à préciser).
- en y joignant les éléments justifiant de la composition du massif/stock situé sur ladite zone, un plan de remise en état progressive et coordonnée, avec un état final au 31/12/2029 (échéance de l'autorisation) ;
- une ATTES secur,
- l'actualisation des garanties financières,
- un plan à jour de la carrière (avec report de tous les éléments nécessaires à la compréhension du dossier).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois